

Jean-Claude Genies,
maire de Gressy (77)

« Il y en a marre. Même si je ne suis pas directement confronté à des violences, je suis de tout cœur avec mes collègues, parce que cela peut nous arriver à tous »

Jean-Claude Genies est le maire de Gressy (77) depuis 30 ans. Son village de 879 habitants est équipé de 17 caméras de vidéo-protection et s'il n'est pas confronté directement à des violences, il sait que nul n'est à l'abri. En tant que vice-président de l'Union des Maires de Seine-et-Marne, il soutient l'un de ses collègues agressés et a demandé que l'association se porte partie civile.



Maire de Gressy

a pas d'agressivité. Des incivilités oui mais il y en a toujours eu et on les règle petit à petit. Cependant, nous avons eu quelques petits problèmes de délinquance il y a quelques années ce qui nous a incités à mettre en place la vidéo-protection.

Nous avons installé 17 caméras, ce qui représente un coût important pour une commune comme la nôtre mais nous avons choisi de faire ce gros efforts et les habitants sont satisfaits. Nous sommes même sollicités par la police qui nous demande de visionner les vidéos dans le cadre de certaines de leurs enquêtes hors de la commune.

Rencontrez-vous des problèmes de sécurité dans votre commune ?

Je suis maire d'une commune très résidentielle alors je dirai non, il n'y

Avez-vous une police municipale ?

Sur le territoire de l'intercommunalité, il y a une police intercommunautaire mais c'est trop coûteux. On nous a proposé de participer à hauteur de 60 000 € pour avoir un agent supplémentaire qui serait mutualisé. C'est trop pour nous. En cas de besoin, c'est donc la police nationale qui intervient chez nous.

Et vous-même ou vos élus, ressentez-vous un sentiment d'insécurité et pensez-vous que les élus sont suffisamment protégés ?

À titre personnel, non et mes élus non plus. Mais je comprends parfaitement que certains le ressentent. Mon collègue de Goussainville a été agressé verbalement et il a reçu des lettres anonymes discourtoises. Et récemment un adjoint au maire s'est fait agressé en Seine-et-Marne et Guy Geoffroy, président de l'Union des maires dont je suis l'un des vice-présidents, nous a écrit pour nous demander si nous étions d'accord pour participer aux frais de justice. Pour compléter, j'ai proposé que l'Union des maires se porte partie civile. Parce qu'il y en a marre. Même si je ne suis pas directement

« Nous avons installé 17 caméras, ce qui représente un coût important pour une commune comme la nôtre mais nous avons choisi de faire ce gros efforts et les habitants sont satisfaits. »



www.shutterstock.com

confronté à des violences, je suis de tout cœur avec mes collègues, parce que cela peut nous arriver à tous un de ces jours.

Votre village est-il présent sur les réseaux sociaux et avez-vous à en souffrir ?

Ah non ! Je n'y suis pas parce que j'ai été élevé dans la confidentialité des données ! Alors la ville n'a ni Facebook, ni Twitter, ni Instagram... Pour communiquer avec les habitants, j'ai mon petit journal local, les mails et tous les numéros de portable de mes administrés à qui j'envoie des

SMS. En quelques secondes, ils sont au courant qu'il y a une fuite d'eau à tel endroit... Et s'ils veulent me prévenir de quelque chose, un arbre dangereux, un lampadaire en panne, ils m'envoient également un mail.

Vous constatez une recrudescence des incivilités depuis le confinement ?

Non, pas du tout. En revanche, j'ai des problèmes concernant la sécurité sanitaire que je dois à mes habitants. Ce que je ne sais pas régler aujourd'hui, c'est la bonne information à donner à mes administrés qui sont

contrariés parce qu'ils ne peuvent pas aller se faire vacciner. Et cela me fait mal de ne pas savoir quoi leur dire ni quoi faire. Je suis prêt à payer un transport en car à mes 70 personnes âgées de plus de 75 ans mais qu'on me dise où aller !

Avez-vous des problèmes de dépôts sauvages qui sont une autre forme d'incivilité ?

Oui, malheureusement comme tout le monde ! Mais je l'ai réglé avec un principe « dès qu'un dépôt est repéré, on l'enlève ». Je suis aussi président d'un gros syndicat de traitement des déchets, le SIGIDURS, et il y a quelques semaines, nous avons créé une commission « dépôts sauvages » parce que nous sommes envahis. Cette commission nous permettra d'accompagner les communes avec nos conseils afin de résorber au mieux cette plaie.

Mais cette question achoppe toujours au niveau de la Justice. S'il n'y a pas de sanctions sévères pour les gougnafiers qui se conduisent n'importe comment, on n'en sortira pas. ■

« La question des dépôts sauvages achoppe toujours au niveau de la Justice. S'il n'y a pas de sanctions sévères, on n'en sortira pas. »